

C/

**PREFET DES DEPARTEMENTS DU  
ZOU ET DES COLLINES**

La Cour,

Vu la requête en date du 04 mai 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 17 mai 2005 sous le N°621/GCS par laquelle monsieur AHLOUMESSOU Félicien, 2<sup>ème</sup> adjoint au maire de Zakpota a saisi la chambre administrative de la Cour suprême aux fins de voir annuler la lettre N°4/04/PDZ-C du 10 mars 2005 du préfet des départements du Zou et des Collines portant notification au maire de la commune de Zakpota des vices de procédure dont est entachée sa destitution par le conseil communal ;

Vu la lettre n°1902/GCS du 27 mai 2005 par laquelle le requérant a été mis en demeure aux fins de paiement de la consignation légale ;

Vu la lettre n°1903/GCS du 27 mai 2005 par laquelle le requérant a été invité à régulariser sa requête par la formalité de timbrage prévue par l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°3250/GCS du 19 septembre 2005, par laquelle le requérant a été invité à produire à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°3305/GCS du 31 août 2006 accordant une prorogation de délai au requérant pour la production du mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°1963/GCS du 28 juin 2007 ayant mis en demeure le requérant pour qu'il dépose à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu le reçu n°3190 délivré le 18 juillet 2005 par le greffier en chef de la Cour attestant du paiement de la consignation légale par le requérant ;



Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remis en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 organisant la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose que face à la crise que connaît le conseil communal de Zakpota du fait de la mauvaise gestion du maire, neuf (9) conseillers communaux sur les seize (16) qui le composent ont demandé au maire la convocation d'une session extraordinaire dont l'ordre du jour porte sur « réflexion sur le fonctionnement du conseil communal de Zakpota ».

Qu'au cours de cette session du conseil qui a été convoquée et tenue finalement le 04 mars 2005, les conseillers ont décidé, en application de l'article 58 de la loi 97-029 du 15 janvier 1999, de la mise en œuvre du vote de défiance à l'issue duquel la majorité requise a retiré sa confiance au maire Daniel AZOGA ;

Que le préfet, au lieu de constater cette destitution du maire par un arrêté, a plutôt par lettre n°4/04/PDZ-C du 10 mars 2005 notifié au maire que sa destitution est entachée de vices de procédure et de forme ;

Que le recours gracieux adressé le 15 mars 2005 au préfet par les conseillers communaux ayant retiré au maire leur confiance est demeuré sans suite ;

Qu'il saisit donc la Cour pour apprécier la légalité de la lettre préfectorale en cause.

## EXAMEN DU RECOURS

Considérant qu'aux termes des dispositions des articles, 69 et 70 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> 1990 organisant la procédure devant la Cour suprême :

« article 1<sup>er</sup> : Le rapporteur dirige la procédure.

Il ordonne communication du dossier de l'affaire aux autorités compétentes s'il en est besoin.

Il procède à toutes mesures d'instructions qu'il estime nécessaires.

Il assigne aux parties en cause un délai pour produire leurs mémoires. Ce délai ne peut être inférieur à un mois sauf en cas d'urgence reconnu par ordonnance du Président de la Cour suprême, sur requête de la partie qui sollicite l'abréviation du délai. »

« article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur, prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai. »

« article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. » ;

Considérant que le requérant dans le cas d'espèce , invité par lettres n°3250/GCS du 19 septembre 2005 et 3305/GCS du 31 août 2006, puis mis en demeure par lettres n°1963/GCS du 20 juin 2007, à produire son mémoire ampliatif, n'a pas réagi ;

Que dans ces conditions il convient de conclure qu'il est réputé s'être désisté en application des dispositions ci-dessus citées.



**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur AHLOUMESSOU Félicien est réputé s'être désisté de son instance.

**Article 2** : L'affaire est classée.

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT;**

**Etienne FIFATIN**

**Et**

**Etienne S. AHOUANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique de vacation du vendredi cinq septembre deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat Général ;

**MINISTERE PUBLIC**

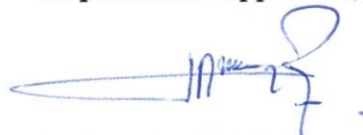
;

**Géoffroy M. DEKPE**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-rapporteur,



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le greffier,



**Géoffroy M. DEKPE**